

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 23 août 2016

JACQMIN Denis, *L'Ukraine et le trafic d'armes*,
Éclairage du GRIP, 23 août 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2083>



L'Ukraine : une nouvelle source pour le trafic d'armes

Par Denis Jacqmin

23 août 2016

Le 9 avril 2015, une patrouille de moniteurs de la mission d'observation de l'OSCE dans l'est de l'Ukraine s'arrête à Schastia, ville située sur la ligne de contact avec les séparatistes, en vue d'observer l'application du cessez-le-feu. Ils sont approchés par un soldat d'un bataillon de volontaires ukrainiens qui leur propose d'acheter une Kalachnikov AK-47S pour la modique somme de 500 dollars...¹ L'Ukraine est-elle devenue une source pour le trafic d'armes légères ?

Un lourd passif dans le trafic d'armes

Depuis son indépendance, l'Ukraine a une longue histoire de trafic d'armes influencée par différents facteurs. À la chute de l'Union soviétique, le pays hérite d'immenses stocks d'armes ainsi que d'un complexe militaro-industriel très important. L'instabilité politique liée à l'effondrement de l'URSS, les dysfonctionnements dans les services publics et le paiement chaotique des soldes militaires rendent ces stocks attirants pour des hommes d'affaires peu scrupuleux². Durant les années 1990, de nombreuses armes ukrainiennes se sont ainsi retrouvées notamment aux mains des Taliban pakistanais, en République démocratique du Congo, et dans des pays sous embargo tels que la Sierra Leone, le Liberia et la Croatie. La facilité avec laquelle d'importantes quantités d'armes ont été transférées en toute illégalité suppose que des officiels haut-placés, civils et militaires, fermaient les yeux voire participaient directement au trafic d'armes³. Mais peu d'enquêtes ont été menées et aucune condamnation n'a eu lieu. Pourtant, en 1998, une commission d'enquête parlementaire ukrainienne a révélé que, sur la période 1992-1998, l'armée ukrainienne avait perdu la trace de matériels totalisant 32 milliards de dollars sur un total de 89 milliards, ce qui signifie qu'en l'espace de six ans, l'armée ukrainienne a perdu la trace de près d'un tiers de ses équipements, revendus, volés ou « disparus » sans que des documents officiels puissent expliquer cette déperdition⁴ colossale.

Des armes dans les mains de bataillons volontaires

Aujourd'hui, le trafic d'armes venant d'Ukraine présente un visage différent mais qui se base sur les mêmes fondamentaux que les trafics des années 1990, à savoir des stocks d'armes abondants et une corruption endémique. En mars 2014, lorsque se déclenche l'insurrection dans les oblasts (régions) de Donetsk et Louhansk à l'est de l'Ukraine, l'armée ukrainienne est en pleine déconfiture. Une partie de ses effectifs a déjà fait défection lors de l'invasion de la Crimée par la Russie fin février 2014. Mais les problèmes sont plus profonds : sous-financée, mal entraînée, équipée de matériel vétuste, rongée par la corruption et le népotisme, l'armée ukrainienne est incapable d'endiguer l'avancée rapide des séparatistes, très probablement aidés par des soldats russes professionnels. C'est alors que vont se former des bataillons de volontaires en dehors du cadre de l'armée ukrainienne. Ces bataillons, composés de soldats motivés⁵, vont permettre de contenir les avancées des séparatistes donnant à l'armée régulière ukrainienne le temps de se remobiliser et de mettre œuvre des réformes minimales. Si les salaires des volontaires sont payés par le gouvernement ukrainien, les équipements viennent de donations (dont celles de la diaspora ukrainienne⁶), sont achetées via des financements participatifs voire sont payés par des oligarques⁷. L'armement provient pour partie des stocks ukrainiens, est parfois pillé aux unités régulières ou encore acheté au marché noir. Certains bataillons qui reçoivent d'importants soutiens financiers vont ainsi se retrouver équipés de matériel plus moderne que l'armée ukrainienne elle-même. Si les bataillons de volontaires ont été très utiles, ils vont très vite se révéler problématiques, à la fois par leur manque de discipline militaire, par leur défiance vis-à-vis du commandement ukrainien et par l'idéologie extrémiste dont certains font preuve⁸. Les manquements à la discipline militaire, couplés à une méfiance vis-à-vis du gouvernement de Kyiv, ont conduit à des oublis d'enregistrements des armes, à ce que des soldats quittant la zone des combats emportent leur arme avec eux voire à ce que les bataillons cachent leurs armes pour préserver leur liberté d'action. Ce manque de discipline favorise le commerce illégal des armes et a pour conséquence que l'Ukraine semble être devenue une source d'armes légères qui alimente le marché noir.

Du côté séparatiste, de nombreuses armes ont été importées illégalement depuis la Russie. Le gouvernement ukrainien cite le chiffre de 500 000 armes transférées aux séparatistes mais sans donner plus de précisions sur les fondements de cette estimation, le type d'armes concernées et leurs destinataires précis⁹.

La stabilisation relative du conflit autour de la Ligne de contact à partir de septembre 2014 a rendu un grand nombre d'armes superflues. Les prix ont baissé en conséquence. Dans l'est de l'Ukraine, un fusil d'assaut Kalachnikov peut se négocier entre 200 et 500 dollars, un pistolet pour 20 dollars voire pour quelques bouteilles d'alcool¹⁰. Le prix va augmenter drastiquement au fur et à mesure que les armes sont acheminées vers l'ouest pour atteindre entre 1 000 et 2 000 euros en Europe occidentale¹¹.

Cet afflux d'armes bon marché a fait grimper la violence armée en Ukraine. Selon le bureau du procureur général, le nombre de crimes violents par armes à feu a doublé entre 2014 et 2015¹². Malgré une législation drastique sur la possession d'armes à feu, les armes illégales pullulent. Selon Heorriy Uchaikin, président de l'association ukrainienne des propriétaires d'armes à feu, le nombre d'armes détenues illégalement en Ukraine pourrait atteindre les 5 millions contre 3,1 millions avant le conflit pour une population globale de 45 millions d'habitants.

La corruption au cœur du trafic

Selon l'index de la corruption compilé par *Transparency International*, l'Ukraine pointe à la 130^e place sur 167¹³. Les secteurs de la justice et des douanes (en ce compris les garde-frontières) sont notoirement corrompus. Des réformes sont en cours à la suite de la révolution de Maïdan, qui a exprimé le ras-le-bol d'une société bloquée par la corruption et le népotisme. Mais pour que ces réformes aboutissent l'Ukraine aura besoin d'aide et de pression extérieure. Le Premier ministre Volodymyr Groïsmán a demandé en juin 2016 l'aide des États-Unis pour réformer les douanes. Une vaste réforme de ce secteur est prévue dès que la mission d'experts américains aura rendu son rapport à la fin août 2016.

Transparency International publie également un indicateur spécifiquement dédié au secteur de la défense. Cette analyse fait état d'un risque de corruption très conséquent. « *En Ukraine, combattre les risques de corruption constitue une urgence. La corruption constitue une menace existentielle pour l'État : elle détruit l'armée de l'intérieur, porte atteinte à ses capacités opérationnelles en détournant ses ressources de la ligne de front et en faisant payer des pots-de-vin aux conscrits pour éviter le service ou obtenir un poste préférentiel. En Ukraine, il n'y pas de supervision sur les marchés publics de défense pour les armes et on estime que 10 à 15 % des ressources [de l'armée] sont perdues à cause de la corruption* »¹⁴. Le 22 juillet 2016, le commandant-adjoint de l'Opération antiterroriste (ATO)¹⁵ a ainsi été arrêté et dégradé pour avoir vendu 5 000 munitions appartenant à l'armée ukrainienne¹⁶. On ignore qui sont les acheteurs...

Des conséquences régionales

Les saisies d'armes illégales sont de plus en plus nombreuses en Ukraine¹⁷ mais également dans les pays frontaliers. Des informations émanant des gardes-frontières polonais font état d'une sévère augmentation du trafic d'armes en 2015 passant de trois armes saisies durant l'année 2013 à 65 sur la période janvier 2014 – juin 2015. Les garde-frontières polonais ont pour projet d'ériger onze tours d'observation munies de caméras le long de leur frontière avec l'Ukraine et des drones aériens patrouilleront bientôt la zone. Le même constat vaut pour le Belarus. Dans la région de Brest, au sud-ouest du Belarus, la police a enregistré une multiplication par quatre des cas de trafic d'armes passant de 21 cas en 2014 à 78 en 2015. De même, du côté russe, 100 km de tranchées ont été creusées en 2015 dans la région de Rostov, qui borde la frontière orientale de l'Ukraine¹⁸. Ces tranchées sont destinées à rendre plus difficile le passage clandestin de la frontière et à limiter le trafic d'armes en provenance des régions séparatistes d'Ukraine. Sur les cinq premiers mois de l'année 2015, les autorités russes affirment avoir déjoué 60 tentatives d'importations illégales d'armes en provenance d'Ukraine parmi lesquelles figuraient des mines antichars, des grenades et des obus d'artillerie en plus des classiques fusils d'assaut. Ces armes pourraient être destinées aux groupes rebelles qui combattent l'armée russe dans le Nord-Caucase. Les bataillons de volontaires d'origine caucasienne (Tchéchènes, Ingouches) présents dans l'est de l'Ukraine et qui combattent aux côtés des Ukrainiens¹⁹ sont particulièrement visés²⁰. Dans une interview donnée à un journaliste de *The Intercept*, Isa Munayev, alors commandant du bataillon tchéchène Dudayev, expliquait qu'il espérait pouvoir transférer les armes qu'il a reçues en Ukraine vers la Tchétchénie une fois remplie sa mission en Ukraine. Selon lui, les deux combats sont liés : « *Si nous réussissons en Ukraine, alors nous réussirons en Tchétchénie.* »²¹

L'auteur

Denis Jacqmin est chercheur au GRIP dans l'axe « armes légères et transferts d'armes ». Il a été observateur international pour les missions SMM Ukraine (2014-2015) et EUMM Georgia (2012-2013).

-
1. Expérience personnelle de l'auteur.
 2. Pour une analyse plus complète des motifs structurels du trafic d'armes en Ukraine dans les années 1990, voir « [Ukraine's Lords of War: The devastating legacy of Soviet arms in Ukraine and around the world](#) ».
 3. « [Ukraine: Look into arms exports](#) », *Christian Science Monitor*, 12 février 2002.
 4. « [Ukraine needs to crack down on illegal arms trade](#) », *Kyiv Post*, 8 juillet 2016.
 5. Une partie des bataillons trouvent leur origine dans les compagnies d'auto-défense créées durant Maïdan pour protéger les manifestants des attaques de la police du régime.
 6. « [Bypassing official channels, Canada's Ukrainian diaspora finances and fights a war against Russia](#) », *The Globe and Mail*, 26 février 2015.
 7. L'oligarque Ihor Kolomoisky de Dniepropetrovsk est ainsi généralement cité comme source de financement pour les bataillons Dnipro 1 et 2, Azov, Aïdar et Donbas.
 8. Puglisi, R., « [Heroes or Vilains? Volunteer Battalions in Post-Maidan Ukraine](#) », dans *IAI Working papers* 15, mars 2015.
 9. « [Poland: Weapon smuggling following Ukraine war arming organised crime and terrorists in western Europe](#) », *International Business Times*, 25 janvier 2015.
 10. « [Ukraine needs to crack down on illegal arms trade](#) », *Kyiv Post*, 8 juillet 2016.
 11. « [Pourquoi les terroristes tirent à la Kalachnikov ?](#) », *Ouest-France*, 17 novembre 2015.
 12. « [Gun Crime Surges in Ukraine](#) », *Kyiv Post*, 24 juillet 2015.
 13. Transparency International, [Corruption Perceptions Index 2015](#).
 14. Transparency International, « [Government Defence anti-corruption index; NATO members & partner states](#) », décembre 2015, traduction GRIP. Les recommandations concernant les marchés de défense ont connu un développement positif puisque le président ukrainien Poroshenko a annoncé que l'utilisation de la plateforme électronique anticorruption Prozorro sera obligatoire pour tous les achats liés à la défense à partir d'août 2016.
 15. L'Opération antiterroriste (ATO) est la désignation ukrainienne de la guerre contre les séparatistes dans l'est de l'Ukraine.
 16. « [Deputy commander in ATO zone dismissed, charged with trading in ammunition](#) », *Unian*, 23 juillet 2016.
 17. Voir site du SBU (services de sécurité ukrainien), par exemple [Two cases of illicit trafficking in arms and ammunition blocked Security in the area of NATO](#) ; [SBU found a cache of ammunition at the pumping station in Lysychansk](#).
 18. « [Russia Digs Ditches to Slow Inflow of Arms and Men From Ukraine](#) », *Bloomberg*, 26 mai 2015.
 19. Les bataillons de volontaires Dudayev et Sheikh Mansour sont commandés et en partie composés de volontaires originaires du Caucase, principalement des Tchétchènes.
 20. « [Ukraine, after war, becomes a trove for black market arms trade](#) », *Reuters*, 25 juillet 2016.
 21. « [The Final Days of a Chechen Commander Fighting in Ukraine](#) », *The Intercept*, 27 février 2015.